

## CE MONDE QUI BOUGE

Yémen, un pays  
en danger

L'Aïd-el-Fitr a été fêté tristement dans plusieurs pays musulmans. Ainsi, au Yémen, la suspension annoncée samedi par le gouvernement de son offensive contre les insurgés chiites zaïdites à l'occasion de la fin du Ramadan n'a pas été respectée ou n'a duré que le temps de son annonce. Il en a été de même de l'appel lancé la veille de l'Aïd par le président Ali Abdallah Saleh. Les combats entre les forces gouvernementales et les insurgés, qui se sont poursuivis dans les massifs montagneux de la province chiite de Saâda dans le nord du pays, ont fait plus de 140 morts, côté insurgés. Côté gouvernemental, les pertes n'ont pas été communiquées.

Cette trêve annoncée unilatéralement par les autorités yéménites fait suite au bombardement, effectué mercredi, contre un camp de réfugiés à Wadi Soufiane (nord chiite du pays) qui a fait 87 morts civils et plusieurs dizaines de blessés. Selon le chef des insurgés, Abdel Malik al-Houthi, «des avions de type Mig ont bombardé un rassemblement de déplacés».

Un carnage qu'a dénoncé l'ancien président du Yémen du Sud, socialiste avant la réunification avec le Nord de 1990, Ali Salem Al-Beidh, accusant le régime de Sanaâ d'avoir commis des crimes de guerre.

A Genève, Navi Pillay, haut-commissaire des Nations unies pour les droits de l'Homme, a invité vendredi les autorités yéménites à ouvrir une enquête, exhortant le gouvernement de Sanaâ à s'abstenir de rééditer ce genre d'attaques en rappelant son devoir de protéger la population civile. «Il s'agit de la seconde attaque aérienne meurtrière en trois jours qui s'est soldée par des victimes civiles», a-t-elle assuré.

Depuis 2004, le régime du président Ali Abdallah Saleh est confronté à une insurrection des chiites zaïdites — près de 40 % de la population — qui ne reconnaissent pas son autorité.

En 2007, les insurgés sont parvenus aux portes de la capitale yéménite, avant d'être repoussés au prix de terribles combats. Suspectant la main de l'Iran derrière cette révolte chiite, le régime de Sanaâ a lancé, le 11 août dernier, une offensive «Terre brûlée», soutenue par Washington, qui dispose d'une base militaire dans le pays, et l'Arabie saoudite, pour en finir avec la «rébellion». Visiblement, sans succès.

Reste que ce conflit interne risque de prendre un contour régional, voire géopolitique avec les accusations réitérées à l'endroit de l'Iran.

L'insurrection chiite se greffe sur un contexte où le régime de Sanaâ fait déjà face au terrorisme d'Al-Qaïda. Cette dernière a commis plusieurs attentats dont le plus spectaculaire aura été celui perpétré en 2000 contre le destroyer américain l'*USS Cole*, dans le port d'Aden (17 morts). Et elle poursuit ses actes contre les civils, surtout chiites.

Mais rien de comparable avec l'insurrection chiite-zaïdite beaucoup plus dangereuse à terme pour l'unité du pays. D'autant qu'elle survient dans une conjoncture sociopolitique fortement dégradée.

La réunification entre le Sud-yémen socialiste, l'ex-République démocratique du Sud-Yémen, et le Yémen du Nord islamo-nationaliste, s'est faite au détriment du sud riche en ressources pétrolières et gazières. Elle a créé un sentiment d'une injustice insupportable pour les gens du Sud.

Outre les milliers de personnes emprisonnées, expropriées de leurs biens, des dizaines de milliers d'officiers et de sous-officiers de l'ex-armée du Sud-Yémen limogés et réduits au chômage, cette réunification s'est traduite par un creusement des inégalités sociales, par le fait que 40 % des 22 millions de Yéménites vivent avec moins d'un dollar par jour.

Le prix des produits de première nécessité a triplé, celui de l'essence a quadruplé, alors que la corruption gangrène comme jamais le pays. Et de fait, tous les ingrédients d'une explosion socio-politique sont réunis et menacent la stabilité du Yémen et par contre-coup celle de la région.

H. Z.



Par Hassane Zerrouky

## NIGERIA

Ouverture du procès d'Hissène  
Habré contre l'État sénégalais

La Cour de justice de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) à Abuja a commencé hier mercredi, par un point de procédure l'examen d'une plainte déposée contre le Sénégal par l'ancien président tchadien Hissène Habré.

La Cour a annoncé qu'elle rendrait sa décision le 17 novembre, sur la demande des victimes présumées d'Habré d'intervenir dans ce procès intenté par Habré pour violation de différents articles de la Charte africaine des droits de l'Homme, a expliqué à l'AFP l'avocat de M. Habré.

La plainte de l'ancien chef d'Etat tchadien date d'octobre, a expliqué Me François Serres, joint par téléphone depuis Lagos. Elle sera jugée à Abuja,

capitale fédérale nigérienne et siège de la Cédéao. Habré, qui est accusé de crimes contre l'humanité et que le Sénégal a été chargé de juger, reproche au Sénégal «principalement la

violation de l'autorité de la chose jugée» ainsi que «la violation de la non-rétroactivité de la loi pénale», selon Me Serres. Maître Demba Ciré Bathily, qui représente 120 victimes parties civiles dans le procès intenté contre Habré, a demandé à être entendu dans ce procès car il craint que leurs droits à obtenir justice soient menacés si Habré obtient que soit infirmée la décision de le juger. «C'est important parce que le procès (intenté par M. Habré, ndlr) peut remettre en cause le droit acquis par le Comité (de l'ONU) contre la torture de juger Hissène Habré», a-t-il dit à l'AFP.

L'ex-dirigeant tchadien est accusé de plusieurs mil-



Hissène Habré.

Photo: DR.

liers d'assassinats politiques et de torture systématique alors qu'il était au pouvoir de 1982 à 1990.

En 2006, le Sénégal, où réside M. Habré depuis sa fuite du Tchad en 1990, a été condamné par le Comité des Nations unies contre la torture (CAT) pour violation de la Convention contre la torture.

Le Comité a rendu une décision demandant au Sénégal de juger ou d'extrader Hissène Habré. En

juillet de la même année, l'Union africaine avait donné mandat au Sénégal de le juger «au nom de l'Afrique», ce que le président Abdoulaye Wade avait accepté. Ce procès pour «crimes contre l'humanité» n'a pas encore démarré. A la mi-septembre, le ministre sénégalais de la Justice a annoncé qu'une «table ronde» se tiendrait prochainement à Dakar pour tenter de réunir les fonds nécessaires au procès.

## HONDURAS

Lula demande que Manuel Zelaya  
soit rétabli dans ses fonctions

Le président déchu du Honduras, Manuel Zelaya, doit être immédiatement rétabli dans ses fonctions, a déclaré, hier, le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva, devant l'Assemblée générale des Nations unies.

«Sans volonté politique, nous assisterons à d'autres coups d'Etat comme celui qui a renversé le président constitutionnel du Honduras, José Manuel

Zelaya, qui a trouvé refuge à l'ambassade du Brésil à Tegucigalpa depuis lundi», a dit M. Lula.

«La communauté internationale exige que M. Zelaya soit immédiatement rétabli à la présidence de son pays et doit s'assurer de l'inviolabilité

de la mission diplomatique brésilienne dans la capitale du Honduras», a-t-il ajouté. Manuel Zelaya, chassé de son pays par un coup d'Etat le 28 juin, mais qui a réussi à y revenir lundi, à la surprise générale, était toujours «assiégé» dans la nuit de mardi à mercredi par les forces de sécurité de faction à l'ambassade du Brésil à Tegucigalpa, où il a trouvé refuge. Le président hondurien de facto, Roberto Michelett affirmait, cependant, être prêt à entamer le dialogue avec M. Zelaya, si celui-ci acceptait l'organisation des élections prévues pour novembre.

Le Groupe de Rio qui comprend 23 pays latino-américains a exigé que le gouvernement de facto du

Honduras mette fin aux actes de répression contre la population et garantisse l'intégrité physique de Manuel Zelaya et des fonctionnaires de l'ambassade.

Le gouvernement de Roberto Micheletti, ex-président du Congrès qui a succédé à Zelaya après le coup de force, a réagi autoritairement au retour du président renversé.

Le président de facto a ordonné la fermeture des aéroports du pays, instauré un couvre-feu national d'abord jusqu'à mardi soir, puis mercredi soir.

Il a fait donner la troupe, mardi à l'aube, pour chasser quelque 4 000 partisans du président déchu, qui avaient passé la nuit devant l'ambassade.

## FRANCE : AFFAIRE CLEARSTREAM

Les faussaires présumés s'accusent  
mutuellement

Les deux hommes suspectés d'être à l'origine de la falsification de fichiers de Clearstream, une machination visant notamment le président français Nicolas Sarkozy, se sont mutuellement accusés de mentir, hier, au troisième jour d'audience devant le tribunal de Paris.

L'une des tâches les plus ardues du tribunal correctionnel sera de délimiter le rôle des deux hommes et de dire qui, de l'ancien vice-président du groupe aéronautique Eads, Jean-Louis Gergorin, ou de son employé, l'ex-trader Imad Lahoud, a été le véritable instigateur de la falsification.

En 2003, Imad Lahoud récupère auprès d'un

ancien stagiaire chez Clearstream et d'un journaliste des fichiers, qui ont ensuite été falsifiés avant d'atterrir un an plus tard, de manière anonyme, chez un juge parisien.

Ces faux documents comportaient les noms de dizaines de personnalités, dont Nicolas Sarkozy, prétendues bénéficiaires de pots-de-vin dans une vente d'armements, versés

auprès de l'institution luxembourgeoise Clearstream. Hier, l'ex-trader a affirmé avoir récupéré ces listings authentiques de comptes clients sur «ordre» des services secrets français et de Jean-Louis Gergorin, ce que ce dernier nie vigoureusement.

«Je ne suis pas la source que décrit Jean-Louis Gergorin, j'ai conservé tous ces documents» pour lui, mais «je n'ai pas fabriqué les listings Clearstream», a déclaré Imad Lahoud, changeant à nouveau sa version des faits. «Tout ce que dit M.

Lahoud est faux, tout est inventé», a alors réagi l'ancien vice-président d'Eads, Jean-Louis Gergorin.

Si l'on sait aujourd'hui que les lettres anonymes et les faux listings ont été envoyés au juge par Jean-Louis Gergorin, qui reconnaît les faits, et que des traces des listings ont été retrouvées sur l'ordinateur d'Imad Lahoud, on ignore toujours précisément lequel a introduit dans les listings les noms d'une centaine de personnalités, dont Nicolas Sarkozy, afin de faire croire qu'elles détenaient des comptes occultes.